



L'État islamique: un groupe terroriste « pro-démocratie » appuyé par les États-Unis et formé pour décapiter

Par [Julie Lévesque](#)

Mondialisation.ca, 27 septembre 2014

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Ce texte a été écrit avant la présumée décapitation de l'otage français Hervé Pierre Gourdel.

Les récentes décapitations de trois Occidentaux, James Foley, Steven Sotloff et David Haines, aux mains de l'État islamique (EI) ont suscité une vague d'indignation et la ferme condamnation des chefs d'État occidentaux.

Pour toute personne au courant de ce qui se passe vraiment en Syrie depuis le début de la guerre en mars 2011, il y a quelque chose de bizarre dans ces déclarations fortes, qui servent maintenant de prétexte à des « bombardements humanitaires » en vertu d'un mandat de contreterrorisme visant l'État islamique.

N'oublions pas que dès le début de la guerre en Syrie en mars 2011, les États-Unis et leurs alliés ont appuyé les soi-disant « combattants de la liberté » dont la majorité étaient des brigades du Front Al-Nosra et de l'EI. Formés en Arabie saoudite et au Qatar, ces terroristes pro-démocratie ont été régulièrement impliqués dans des atrocités, y compris des décapitations de civils syriens.

Deux poids, deux mesures ? Au cours des trois dernières années, aucun dirigeant occidental n'a fait de déclaration concernant ces atrocités commises par les « extrémistes musulmans ». Elles sont passées pratiquement inaperçues. La communauté internationale n'a pas exprimé de préoccupations à cet égard. À quelques exceptions près, ces décapitations ont à peine fait l'objet d'une couverture médiatique.

Est-ce parce que les « combattants de la liberté » intégrés par l'EI et les forces d'Al-Nosra ont décapité des civils syriens plutôt que des Occidentaux ? Est-ce parce que les victimes de ces atrocités se sont opposées à la sanglante « révolution démocratique », appuyée par les États-Unis et l'OTAN, contre le gouvernement de Bachar Al-Assad ?

Pourquoi les dirigeants occidentaux sont-ils consternés maintenant et ne l'étaient pas avant ? Est-ce parce que maintenant ce sont des Occidentaux et non plus des Syriens qui se font décapiter ?

Ces récentes décapitations de ressortissants étasuniens et britannique, qu'elles soient

authentiques ou non, sont évidemment exploitées pour ouvrir la voie à une intervention militaire en Syrie. Il s'agit d'une technique élémentaire de propagande utilisée à maintes reprises par le passé afin d'obtenir l'appui du public en faveur de la guerre et les médias dominants sont là pour transmettre cette propagande.

Le rôle des médias de masse n'est pas d'informer les gens, mais de faire appel à leurs émotions et de les manipuler afin qu'ils approuvent ce qu'ils auraient autrement refusé.

Les Occidentaux ne veulent pas retourner en guerre au Moyen-Orient? Montrez-leur un de leurs compatriotes se faire couper la tête par un « musulman » et ils changeront d'avis. Et vous n'avez même pas besoin de montrer quoi que ce soit. Vous n'avez qu'à dire que des gens haut placés ont vu cet acte horrible et à le faire répéter par leurs porte-paroles des médias. Cela fonctionne à tous les coups.

On peut considérer cette tactique comme un appel à la peur et/ou un appel aux émotions:

L'appel à la peur (en latin *argumentum ad metum* ou *argumentum in terrorem*) consiste à utiliser un sophisme, comme [la tromperie](#) et [la propagande](#), dans le but d'obtenir un appui en faveur d'une idée et de susciter la peur et les préjugés envers un concurrent. L'appel à la peur est courant en [marketing](#) et en [politique](#) . ([Wikipedia](#) en anglais)

L'appel à l'émotion (*argumentum ad passiones*) est un [sophisme](#) employant la [manipulation](#) des émotions du destinataire plutôt qu'un argument logique pour gagner un débat. ([Wikipedia](#))

Si cette technique est employée au lieu d'arguments valables, c'est en partie parce que cela fonctionne toujours comme un charme et que les médias *mainstream* sont faits pour cela, mais aussi parce que les « arguments valables » qui pourraient être utilisés pour intervenir militairement ne pourraient être que des mensonges facilement réfutables, comme nous tenterons de le démontrer dans cet article.

Plusieurs médias indépendants ont mis en doute l'authenticité des vidéos de décapitation et certains experts les ont clairement [qualifiées de « fausses »](#) , du moins dans les cas des journalistes Foley et Sotloff. Leur véritable identité a également été remise en question, [en particulier celle de Sotloff](#), dont les liens avec les services secrets israéliens (Mossad) sont connus et qui aurait été photographié derrière une mitrailleuse appartenant aux rebelles syriens.

Comme l'a démontré l'opération « Mocking Bird », le journalisme est la meilleure couverture pour un agent de renseignement. Plusieurs anciens officiers de la CIA ont confirmé qu'il est utilisé pour infiltrer des fausses nouvelles, reprises ensuite comme des faits par des agences de presse alors qu'il s'agit en réalité de propagande. (voir [CIA Manipulation: The Painful Truths Told by Phil Agee](#) et John Stockwell à propos de [faux reportages produits par la CIA](#)). Le « producteur » des vidéos terroristes, SITE, situé à Washington DC et entretenant des liens étroits avec le Pentagone et le FBI, est [également suspect](#) et semble indiquer un coup de propagande majeur provenant des États-Unis.

Aux fins de cet article, nous allons cependant examiner la situation et la réaction des dirigeants occidentaux du point de vue voulant que ces décapitations aient effectivement eu lieu et que les vidéos sont authentiques.

Décapitations commises par des rebelles soutenus par l'Occident: rien de nouveau

Les atrocités commises en Syrie ont été signalées depuis le début des troubles en 2011 par des médias indépendants. Il a fallu un certain temps avant que les médias traditionnels mentionnent ces atrocités, mais depuis 2012, de nombreux reportages ont été publiés par les médias de masse, en dépit desquels le discours dominant sur la Syrie est demeuré essentiellement le même : le « régime tyrannique d'Assad » réprime brutalement une « révolte pro-démocratie » et l'Occident continuait à exprimer son soutien indéfectible aux « combattants démocrates ».

À un certain point les autorités étasuniennes ont cependant dû admettre la présence de groupes terroristes parmi les « rebelles modérés », même si ces rebelles dits modérés n'ont jamais été clairement identifiés. Même l'ancien agent de la CIA [Bob Baer a déclaré](#) en entrevue à CNN après la prétendue décapitation de Sotloff qu'« il n'y a pas de rebelles modérés en Syrie ».

Voici quelques extraits de divers articles et vidéos de médias traditionnels et indépendants publiés en 2012 et 2013 faisant mention de décapitations par les rebelles en Syrie, y compris des rapports de l'ONU et de Human Rights Watch, lesquels sont généralement utilisés pour soutenir des « interventions humanitaires » à l'étranger.

La vidéo que vous pouvez trouver [ici](#) a été publiée le 3 juillet 2013 et montre un prêtre chrétien ainsi qu'un autre chrétien se faisant décapiter. On peut lire :

AVERTISSEMENT - CONTENU CHOQUANT: Devant une foule en délire, des insurgés syriens ont décapité un prêtre et un autre chrétien en affirmant qu'ils avaient aidé et encouragé l'ennemi, soit l'armée du président Bachar Al-Assad, selon des médias étrangers. Une vidéo non datée ayant fait le tour de l'Internet mercredi montre deux hommes inconnus avec les mains liées et entourés par une foule enthousiaste de plusieurs dizaines d'hommes, quelques instants avant que leur tête ne soit coupée à l'aide d'un petit couteau, affirme Syria Report. Les assaillants montrent ensuite une tête à la foule avant de la placer sur le corps. Le reportage indique que l'incident a eu lieu dans la zone rurale d'Idlib. ([RAW: Syrian Rebels Behead Christians](#), Military.com, 3 juillet 2013)

Cette article du *Daily Mail* de décembre 2012 décrit comment un autre chrétien a été décapité et son corps consommé par des chiens dans une ville près de la frontière turque, là où la plupart des combattants rebelles transiteraient en territoire syrien :

Christian Andrei Arbashe, 38 ans, a été enlevé et décapité par les combattants rebelles dans une ville du nord de Ras Al-Ayn, à la frontière turque.

La nouvelle est sortie au moment où les forces pro-gouvernementales célébraient leur victoire contre les rebelles près de l'aéroport d'Alep.

Les rebelles syriens ont décapité un chrétien et jeté son corps aux chiens, selon une religieuse qui affirme que l'Occident ignore les atrocités commises par des extrémistes islamistes.

La religieuse affirme que le chauffeur de taxi Andrei Arbashe, âgé de 38 ans, a

été enlevé après que l'on ait entendu son frère se plaindre que ceux qui combattent le régime en place se comportent comme des bandits.

Elle ajoute que son corps décapité a été retrouvé sur le bord de la route, entouré de chiens affamés. Il s'était récemment marié et allait bientôt être père [...]

Soeur Agnès-Mariam de la Croix dit: « Son seul crime a été la critique de son frère envers les rebelles, qu'il a accusé d'agir comme des bandits, et c'est ce qu'ils sont. »

On rapporte de plus en plus d'histoires d'atrocités commises par des éléments incontrôlés de l'Armée syrienne libre (ASL), laquelle s'oppose au dictateur Bachar al-Assad et que la Grande-Bretagne et l'Occident reconnaissent comme dirigeant légitime du pays.

« Le monde libre et démocratique soutient des extrémistes, a déclaré soeur Agnès-Miriam de son sanctuaire au Liban. « Ils veulent imposer la charia et créer un État islamique en Syrie. (Nick Fagge, [Syria rebels 'beheaded a Christian and fed him to the dogs' as fears grow over Islamist atrocities](#), Daily Mail, 31 décembre 2012)

Le terme « éléments incontrôlés » est utilisé pour distancier et excuser l'ASL, mais la fréquence des décapitations et autres atrocités commises par les combattants rebelles prouve qu'au contraire, l'ASL est impliquée.

Le magazine allemand *Der Spiegel* a publié en mars 2012, une histoire impliquant un « bourreau » membre d'une « brigade d'enterrement », une sorte d'escadron de la mort « responsable de l'exécution arbitraire de 350 à 400 personnes » ayant exprimé « leur opposition au règne de la terreur de l'Armée syrienne libre » :

Selon le témoignage du bourreau, cette « brigade d'enterrement », était à elle seule responsable de l'exécution arbitraire de 350 à 400 personnes, incluant des « prisonniers » et de « traîtres ». Les « traîtres » sont des civils sunnites des zones urbaines et rurales occupées qui expriment leur opposition au règne de la terreur de l'Armée syrienne libre (ASL) :

Depuis l'été dernier, nous avons exécuté un peu moins de 150 hommes, ce qui représente environ 20 pour cent de nos prisonniers », affirme Abou Rami [...] Mais les bourreaux de Homs ont été plus occupés par les traîtres au sein de leurs propres rangs que par les prisonniers de guerre. « Si nous surprenons un sunnite en train d'espionner ou si un citoyen trahit la révolution, on se dépêche », explique le combattant. Selon Abu Rami, la brigade d'enterrement de Hussein a mis à mort entre 200 et 250 traîtres depuis le début de l'insurrection. (Ulrike Putz, [Syria: Atrocities Committed by US-NATO Sponsored "Opposition". Executioner for Syria's "Rebels" Tells His Story](#), Der Spiegel Online, 30 mars 2012)

Dans ce reportage indépendant de *Human rights investigations*, on montre un enfant coupant la tête d'un homme à l'aide d'une machette et l'on mentionne la participation de l'Armée syrienne libre (si vous souhaitez voir la vidéo, cliquez sur le lien vers l'article

original):

Les longues et horribles séquences d'un incident au cours duquel un enfant participe à l'exécution de deux hommes par décapitation proviennent maintenant de deux sources différentes.

Des images mises sur YouTube par Zaid Benjamin, présentateur et journaliste de Voice of America en arabe (Radio Sawa), montrent un enfant coupant le cou d'un prisonnier avec une machette.

[...]

Sama TV (chaîne syrienne) avait en fait déjà montré des images différentes du même incident le 26 novembre dans le cadre d'un segment montrant la différence entre la réalité et la propagande turque sur le conflit syrien.

Les scènes présentées par Sama ont été modifiées pour supprimer le contenu le plus choquant, mais on y montre davantage le contexte de l'incident. La brigade de l'Armée syrienne libre (ASL) impliquée dans l'incident serait Khalid ibn al-Walid. ([Syrian rebels use a child to behead a prisoner](#), Human rights investigations, 10 décembre 2012)

Un rapport des Nations Unies de juin 2013 décrit ce qui semble être la même scène:

Des forces de l'opposition syrienne ont recruté comme combattant un jeune garçon de 14 ans originaire de Homs et l'ont fait participer la décapitation de deux soldats du gouvernement, selon un [Nations Unies](#) rapport [...]

Le rapport attire l'attention sur des séquences vidéo présentées par la mission russe auprès de l'ONU à Genève et montrant deux soldats du régime se faisant décapiter, l'un d'eux par un enfant. « À la suite de notre enquête, nous estimons que la vidéo est authentique, que les hommes étaient des soldats, et qu'ils ont été tués comme le montrent les images », a déclaré le panel de l'ONU. (Flavia Krause-Jackson et Sangwon Yoon, [Beheadings by Syrian Rebels Add to Atrocities, UN Says](#), Bloomberg, le 4 juin, 2013)

Même le magazine très conservateur *The Economist* a rapporté en octobre 2013 une « agression des rebelles, menée par les filiales d'Al-Qaïda » contre les alaouites, que les djihadistes considèrent comme des « hérétiques ».

C'était le premier jour d'un assaut des rebelles mené par les filiales d'Al-Qaïda dans la région côtière du nord-ouest de la Syrie. Des combattants de l'opposition ont envahi un poste de contrôle du gouvernement tôt le matin et ont pénétré dans une zone de dix villages en commettant des meurtres que le groupe de pression Human Rights Watch, situé à New York, [a qualifiés](#) de possibles crimes contre l'humanité. Des résidents locaux ont rapporté des tirs et des meurtres systématiques.

Dans cette région accueillant des Syriens de toutes les croyances se trouve une forte concentration d'alaouites, la branche chiite ésotérique à laquelle

appartient la famille Assad au pouvoir, et dont les fidèles sont considérés comme des hérétiques par les djihadistes. Selon Human Rights Watch, les combattants ont tué 190 civils au cours de l'opération. Les résidents et le personnel de l'hôpital de Lattaquié, la ville la plus proche, ont parlé de corps brûlés, de cadavres décapités et de tombes creusées dans des cours arrières. Deux cents personnes de la région sont toujours retenues en otage. (S.B., [The war in Syria - Rebel atrocities](#), The Economist, 13 octobre 2013)

La BBC a également commenté sur le même rapport de Human Rights Watch (HRW):

Le rapport nomme 190 civils tués par les rebelles, dont au moins 57 femmes, 18 enfants et 14 hommes âgés. Le nombre total de morts est probablement plus élevé, car de nombreux habitants sont toujours portés disparus et les corps ont été enterrés dans des fosses communes, indique le rapport [...]

Un médecin dans un hôpital de Lattaquié affirme que plusieurs corps avaient de multiples blessures par balle, de coups de couteau ou avaient été décapités. Certains étaient brûlés ou avaient les pieds liés, a-t-il ajouté [...]

HRW affirme que les groupes rebelles islamistes, qui comprennent des combattants étrangers, sont financées par des individus du Koweït et du Golfe. L'organisation appelle l'ONU à imposer un embargo sur les armes à tous les groupes faisant l'objet d'accusations crédibles de crimes de guerre. ([Syria rebels executed civilians, says Human Rights Watch](#), BBC, 11 octobre 2013)

Comme tous les grands médias occidentaux, la BBC a été biaisée depuis le début sur la question syrienne et a défendu l'Armée syrienne libre, soutenue par l'Occident. Face à cette preuve d'atrocités commises par ceux qu'ils promouvaient comme étant des combattants de la liberté et de la démocratie, le radiodiffuseur public a tenté de blanchir l'Armée syrienne libre avec une déclaration absurde et contradictoire :

Selon HRW, environ 20 groupes d'opposition ont pris part à l'offensive et cinq d'entre eux ont été impliqués dans les attaques contre les civils : le Front al-Nosra, l'État islamique en Irak et au Levant (EI), Jaysh al-Muhajirin wa al-Ansar, Ahrar al-Sham et Suqour al-Izz.

Aucun de ces groupes n'est affilié au Conseil militaire suprême de l'Armée syrienne libre, soutenu par l'Occident, bien que le chef du CMS, le général Salim Idris ait dit à l'époque que des combattants sous son commandement ont participé à l'assaut [...] (Ibid.)

La phrase est très insidieuse car elle porte le lecteur à croire que si les groupes qui ont commis l'agression ne sont pas liées à l'ASL, soutenu par l'Occident, celle-ci n'a pas participé à l'assaut. Mais l'ASL a bien participé à l'assaut puisque « des combattants sous le commandement [du général de l'ASL] ont participé à l'agression ».

Les États-Unis soutenait l'EI par le biais de l'Armée syrienne libre

Salim Idriss, qui a été remplacé en février 2014 par le colonel Abd al-Ilah al-Bashir, a même déclaré en novembre 2013, un mois après la publication du rapport de HRW, que sa relation avec l'EIL (EI) était « bonne »:

«Ma relation avec les frères de l'EIL est bonne [...] je communique presque chaque jour avec les frères de l'EIL pour régler ces problèmes et ces disputes. Ces problèmes sont exagérés par les médias. » ([FSA General Declares Support for ISIS & Al-Nusra](#))

Il a par ailleurs déclaré dans une entrevue précédente, en janvier 2013, que le groupe terroriste Jabhat Al-Nusra constituait « environ 10% de l'ASL », une déclaration qui contredit également l'analyse de la BBC. Il a dit qu'il ne savait pas pourquoi ce groupe est considéré comme une organisation terroriste parce que tout ce qu'il voyait chez ses membres était « de bonnes mœurs et une lutte courageuse et héroïque contre le régime » en ajoutant : « Ils n'ont pas de comportement anormal, différent de celui de l'ASL. » (*Ibid*).

Doit-on conclure que pour l'ASL et l'EI, soutenus par l'Occident, décapiter des gens constitue « un comportement normal »?

Le rapport de Human Rights Watch d'octobre 2013 stipule explicitement que les meurtres commis lors de l' « Opération de sauvetage de la côte » dans la région syrienne de Lattaquié ont été commis par 20 groupes, dont l'EI, Jabhat al-Nusra ET l'ASL. Il indique par ailleurs clairement que des individus en provenance de l'Arabie saoudite et du Qatar, des alliés notoires de l'Occident, ont financé et planifié l'« Opération de sauvetage de la Côte », et que les combattants étrangers qui entraient à Lattaquié à l'époque sont presque tous passés par la Turquie, un État membre de l'OTAN.

Un « diplomate occidental a soulevé le problème à Human Rights Watch en déclarant qu'en général, les ressortissants de pays européens allant se battre en Syrie étaient « plus nombreux que ceux qui étaient allés se battre en Afghanistan ou en Irak » ».

Le témoignage d'un médecin travaillant à l'hôpital national de Lattaquié dit « qu'ils avaient reçu 205 cadavres de civils tués au cours de l'opération du 4 au 18 août » et que « la plupart des corps étaient décapités ».

Donc, si l'on résume, plus de 200 civils ont été tués au cours de cette seule opération et la plupart d'entre eux ont été décapités, probablement par des combattants étrangers soutenus par l'Occident transitant par un État membre de l'OTAN.

Où était le dégoût, l'horreur et l'indignation des dirigeants occidentaux à l'époque?

Il est bien évident que les décapitations de centaines de civils syriens par les forces soutenues par l'Occident détruirait complètement la propagande et prouverait qu'Assad disait la vérité lorsqu'il disait combattre une invasion terroriste étrangère. C'est pour cette raison que ce rapport n'a pas fait beaucoup de bruit et que le discours est demeuré le même dans les médias occidentaux.

Toutefois, comme toutes les autres tentatives ultérieures visant à justifier une invasion militaire en Syrie ont échoué, nous sommes maintenant confrontés à un scénario des plus absurdes : l'Occident prétend devoir intervenir contre sa propre création meurtrière: l'État islamique.

Les dernières décapitations de l'EI ne sont qu'un prétexte pour intervenir militairement en Syrie. Les centaines de décapitations de ressortissants syriens commises par les soldats occidentaux par procuration durant des années prouvent qu'il s'agit d'une autre opération psychologique visant à galvaniser l'appui populaire en faveur d'une autre guerre au Moyen-

Article publié initialement en anglais : [The History of EI Beheadings: Part of the “Training Manual” of US Sponsored Syria “Pro-Democracy” Terrorists](#)

Vous trouverez de longs extraits du rapport de Human Rights Watch mentionné ci-dessus (en anglais).

ANNEXE

[“You Can Still See Their Blood” - Executions, Unlawful Killings, and Hostage Taking by Opposition Forces in Latakia Countryside](#) Human Rights Watch, October 2013

Fourteen residents and first responders told Human Rights Watch that they witnessed executions or saw bodies that bore signs of execution... including in some cases corpses that were bound, and bodies that had been decapitated. A doctor working in the National Hospital in Latakia who was receiving the dead and wounded from Latakia countryside told Human Rights Watch that they had received 205 corpses of civilians killed during the August 4-August 18 operation. The doctor showed Human Rights Watch a medical report the hospital prepared on August 26 stating that the, “[c]ause of death in several of them [the bodies] was multiple gunshot wounds all over the bodies, in addition to stab wounds made with a sharp instrument, given the decapitation observed in most bodies...

IV. Opposition Groups Involved in August 4 Attacks

The operation launched by opposition fighters in Latakia countryside on August 4, termed the “Campaign of the Descendants of Aisha the Mother of Believers,”^[138] the “Barouda Offensive,”^[139] and the “Operation to Liberate the Coast,” or the “Operation to Save the Coast” (herein after Operation to Liberate the Coast) was a coordinated preplanned assault by armed opposition groups on Syrian military positions and unguarded Alawite villages that lasted from August 4-August 18. On the first day of the operation, opposition fighters killed civilians on numerous occasions. In many cases evidence gathered by Human Rights Watch suggests they killed them knowing them to be civilian and that they were playing no part in combat...

Of the 20 or more groups that were involved in the “Operation to Liberate the Coast” ... five groups were among the principle planners, fundraisers, and executors of the offensive... These groups are:

-Ahrar al-Sham

-Islamic State of Iraq and Sham

-Jabhat al-Nusra

-Jaish al-Muhajireen wal-Ansar

-Suqor al-Izz

....

The Islamic State of Iraq and Sham

In 2006, the name of al-Qaeda in Iraq was changed to the Islamic State of Iraq.^[156] This group is now operating in Syria under the name the Islamic State of Iraq and Sham (ISIS).^[157] Abu Bakr al-Baghdadi is the group's leader and he has sworn loyalty to the al-Qaeda leader, Ayman al-Zawahiri.^[158] According to the opposition activist who spoke to Human Rights Watch, Abu Ayman commanded the group during the August Latakia offensive.^[159] Abu Jaafar from ISIS has also been identified as the first deputy commander of the operation.^[160]

Multiple opposition sources identify ISIS as one of the leading groups involved in the "Operation to Liberate the Coast."^[161] Videos posted by opposition groups on YouTube also show ISIS's involvement in the offensive on August 4.^[162] On August 6 the opposition activist that spoke to Human Rights Watch also said that the ISIS played a key role in abducting and holding civilian hostages from the villages.^[163] According to an opposition military leader from Latakia working on the hostage exchange, as of early September ISIS was holding 110 to 120 hostages.^[164]

V. Other Groups Involved in the "Operation to Liberate the Coast"

...

Free Syrian Army under Salim Idriss's Command

Notably, several statements from Salim Idriss, the Chief of Staff of the Supreme Military Council of the Free Syrian Army, reflect that fighters under his command participated in the operation. In a video posted on August 11 and apparently filmed in Latakia countryside, Idriss states:

I am here [in Latakia countryside] today to get a picture on the true achievements and the big successes that our fellow revolutionaries have achieved in the coastal campaign and to respond to the charges that claim incorrectly that we will end our operations here on the coastal frontlines. We are here today to assure everyone that our chief of staff is cooperating fully with the coastal military front command regarding their military activities. We are not going to withdraw as was falsely claimed but on the contrary, we are cooperating to a great extent in this operation.^[211]

... [T]he participation of Idriss and fighters under his command in the "Operation to Liberate the Coast" appears clear

VI. Financial Support to Operation

Largely based on information posted by individuals in the groups who participated in the "Operation to Liberate the Coast" and their supporters on social media sites, Human Rights Watch has identified several individuals, principally from Gulf countries, who actively fundraised for the operation and for support to the groups involved. There is no evidence that the fundraisers and financiers knew at the time that they gave their support about the abuses that would or were taking place in Latakia countryside. However future support to

the five groups principally involved in planning, fundraising, and executing the attack on the villages may make these individuals complicit in war crimes or crimes against humanity if these groups continue to commit abuses. ...

On August 3 al-Suwan tweeted that he supports the Islamic brigades in Latakia countryside. [291] On August 5 and 7, al-Suwan tweeted a thank you to donors from Kuwait, Saudi Arabia, United Arab Emirates and Qatar ...

VII. Access of Foreign Fighters to Syria

According to Syrian security officials, media reports, western diplomats, and direct observations by journalists and humanitarian workers who visited the area in the past, many foreign fighters operating in northern Syria gain access to Syria via Turkey, from which they also smuggle their weapons, obtain money and other supplies, and sometimes retreat to for medical treatment. [314]

According to a humanitarian worker in Turkey, based on his observations, foreign fighters entering Latakia governorate do so almost entirely from Turkey, even flying into Hatay airport where they are picked up by other foreign fighters and facilitators.[315]

A western diplomat told Human Rights Watch that diplomats from several EU member state missions in Ankara are very concerned about the transiting of nationals from European and other countries through Turkey to Syria.[316] Another Western diplomat raised the concern to Human Rights Watch that in general the number of nationals from European countries going into Syria to fight was "greater than the number of those who went from Europe to fight in Afghanistan or Iraq." (emphasis added)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Julie Lévesque](#), Mondialisation.ca, 2014

Articles Par : [Julie Lévesque](#)

A propos :

Julie Lévesque is a journalist and researcher with the Centre for Research on Globalization (CRG), Montreal. She was among the first independent journalists to visit Haiti in the wake of the January 2010 earthquake. In 2011, she was on board "The Spirit of Rachel Corrie", the only humanitarian vessel which penetrated Gaza territorial waters before being shot at by the Israeli Navy.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca